

## Plan Local d'Urbanisme d'Attignat

### Modification n°J

#### 5. Règlement (extrait après modification)

##### Dossier d'enquête publique

##### et de notification aux Personnes Publiques Associées

**Mars 2022**

<p>Vu pour rester annexé à l'arrêté du 16/10/2020 et à la délibération du 13/04/2021</p> <p>Le Maire</p>	<p>PLU approuvé le : 5 mai 2006 Modification (A) le : 1<sup>er</sup> février 2008 Révision simplifiée (B) le : 3 juin 2008 Modification simplifiée (C) le : 2 février 2010 Modification (D) le : 18 octobre 2011 Révision avec examen conjoint (E/F) et modification (G) le : 4 mars 2014 Modification simplifiée (H) le : 29 septembre 2015 Modification (I) le : 20 octobre 2020 Modification (J) le :</p>
<p>Pour copie conforme</p>	

## **SOMMAIRE**

---

### **TITRE I – DISPOSITIONS GENERALES**

**3**

# **TITRE I**

## **DISPOSITIONS GENERALES**

Ce règlement est établi conformément aux dispositions des articles L.123.1 et R.123.9 du Code de l'urbanisme.

## **ARTICLE 1 – CHAMP D'APPLICATION TERRITORIAL DU PLAN**

Le présent règlement s'applique au territoire de la commune d'ATTIGNAT, sans exclusive aucune.

## **ARTICLE 2 – PORTEE RESPECTIVE DU REGLEMENT A L'EGARD D'AUTRES LEGISLATIONS RELATIVES A L'OCCUPATION DES SOLS**

**Sont et demeurent notamment applicables au territoire communal :**

- 1- Les articles du Règlement National d'Urbanisme dits d'ordre public dont la liste figure à l'article R.111-1 du Code de l'Urbanisme et qui demeurent opposables à toute demande d'occupation du sol. Ces articles concernent :
  - R.111-2 : salubrité publique
  - R.111-3-2 : conservation et mise en valeur d'un site ou de vestiges archéologiques
  - R. 11-4 : desserte (sécurité des usagers) – accès – stationnement
  - R.111-14-2 : respect des préoccupations d'environnement
  - R.111-15 : respect de l'action d'aménagement du territoire
  - R.111-21 : respect du patrimoine urbain, naturel et historique.
- 2- Les servitudes d'utilité publique instituant une limitation administrative au droit de propriété qui font l'objet de l'annexe n° 7 de ce Plan Local d'Urbanisme.
- 3- Si elles sont restrictives, les règles de ce Plan local d'urbanisme s'appliquent à celles des lotissements approuvés avant l'opposabilité du Plan Local d'Urbanisme aux tiers, sous réserve des dispositions de l'article L 315-8 du Code de l'Urbanisme.  
Dans le cas contraire, ce sont les dispositions du lotissement plus rigoureuses mais néanmoins compatibles avec celles du PLU qui restent applicables, à moins que les dispositions régissant le lotissement ne soient mises en concordance avec celles du Plan Local d'Urbanisme dans les conditions prévues à l'article L.315.4 du Code de l'urbanisme.
- 4- L'article L.111-7 du Code de l'Urbanisme qui fixe la liste des cas où il peut être sursis à statuer sur une demande d'autorisation d'utiliser ou d'occuper le sol.
- 5- L'article L.421-5 du code de l'urbanisme qui permet de refuser un permis de construire, si le terrain n'est pas suffisamment desservi par les réseaux publics de distribution d'eau, d'assainissement et d'électricité.

## **ARTICLE 3 – DIVISION DU TERRAIN EN ZONES**

- 1- Le territoire couvert par le plan local d'urbanisme est divisé en zones urbaines (U), en zones à urbaniser (AU), en zones agricoles (A) et en zones naturelles (N), dont les délimitations sont reportées sur les documents graphiques constituant les pièces n°3 du dossier.

Les plans comportent aussi :

- Les terrains classés par ce P.L.U comme espace boisés à conserver, à protéger ou à créer auxquels s'appliquent les dispositions de l'article L.130.1 du Code de l'Urbanisme.
- Les ensembles arborés identifiés auxquels s'appliquent les dispositions de

l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme.

- Les emplacements réservés aux voies, ouvrages publics, installations d'intérêt général et espaces verts auxquels s'appliquent les dispositions de l'article L.123.17 du Code de l'Urbanisme.

**2- Les zones urbaines** auxquelles s'appliquent les dispositions des différents chapitres du titre II repérées au plan par les indices correspondants sont :

- La zone UA, zone centrale dense comprenant :
  - un secteur UAr comportant des risques technologiques
- La zone UB, zone urbaine pavillonnaire de forte densité, qui comprend :
  - un secteur UBa, de densité moyenne.
- La zone UC, zone périphérique pavillonnaire de faible densité comprenant :
  - un secteur UCr comportant des risques technologiques
- La zone UX, zone d'activités artisanales, commerciales, industrielles ou de service,

**3- Les zones à urbaniser** auxquelles s'appliquent les dispositions des différents chapitres du titre III repérées au plan par les indices correspondants sont :

- La zone 1AU, zone à urbaniser à court terme sous forme d'habitat principalement et comprenant :
  - un secteur 1AUr comportant des risques technologiques
- La zone 1AUL, zone d'urbanisation à court terme sous forme d'espaces réservés aux sports et aux loisirs ainsi qu'aux équipements socio-culturels.
- La zone 1AUX, zone d'urbanisation à court terme sous forme d'activités industrielles, commerciales et artisanales.
- La zone 2AU, zone à urbaniser à long terme sous forme d'habitat principalement. L'ouverture à l'urbanisation de cette zone est subordonnée à une modification ou une révision du plan local d'urbanisme ;
  - un secteur 2AUr comportant des risques technologiques
- La zone 2AUX, zone à urbaniser à long terme sous forme d'activités industrielles, commerciales et artisanales. L'ouverture à l'urbanisation de cette zone est subordonnée à une modification ou une révision du plan local d'urbanisme.

**4-Les zones agricoles** auxquelles s'appliquent les dispositions des différents chapitres du titre IV repérées au plan par les indices correspondants sont :

- La zone A, zone agricole comprenant :
  - un secteur Ar comportant des risques technologiques

**5-Les zones naturelles** auxquelles s'appliquent les dispositions des différents chapitres du titre V repérées au plan par les indices correspondants sont :

- La zone N, zone naturelle protégée, qui comprend :
  - un secteur NCar, zone de carrières située en zone de risques technologiques.
  - un secteur Npr correspondant au périmètre de protection du stockage d'éthylène de Viriat et situé en zone de risques technologiques.
  - un secteur Nr comportant des risques technologiques
- La zone Nhl, zone d'accueil limitée, qui comprend :
  - un secteur Nhlr comportant des risques technologiques
  - un secteur Nhla où seul l'aménagement et l'extension mesurée des constructions existantes ainsi que les changements de destination sont autorisés.
  - un secteur Nhlar situé en zone de risques technologiques

## **ARTICLE 4 – ADAPTATION MINEURES**

Les dispositions des articles 3 à 13 des règlements de chacune des zones ne peuvent faire l'objet que d'adaptations mineures (articles L.123-1 du Code de l'Urbanisme) rendues nécessaires par la nature du sol, la configuration des parcelles ou le caractère des constructions environnantes.

## **ARTICLE 5 – DEFINITIONS**

### **1- Adaptations mineures :**

Par « adaptations mineures », il faut entendre des assouplissements qui peuvent être apportés à certaines règles d'urbanisme sans aboutir à un changement de type d'urbanisation et sans porter atteinte aux droits des tiers.

Ces adaptations excluent tout écart important entre la règle et l'autorisation accordée.

### **2-La notion d'extension mesurée des bâtiments existants :**

Il s'agit à la fois d'extension horizontale, de surélévation, de transformation de surface hors œuvre brute en surface hors œuvre nette. La mesure est appréciée vis-à-vis de trois critères : l'habitabilité, la surface de terrain et la qualité du site.

## **ARTICLE 6 – RAPPELS ET DISPOSITIONS COMMUNES A TOUTES LES ZONES**

- L'édification des clôtures est soumise à déclaration conformément aux articles L441.1 et R441.1 et suivant du Code de l'Urbanisme.
- Les installations et travaux divers sont soumis à l'autorisation prévue aux articles L.442.1 et R.442.1 et suivants du Code de l'Urbanisme.
- Les coupes et abatages d'arbres sont soumis à autorisation dans les espaces boisés classés au titre des articles L.123.1 et L.130.1 du Code de l'Urbanisme et figurant comme tels aux documents graphiques. Les demandes de défrichements sont irrecevables dans les espaces boisés classés au titre de l'article L.130.1 du Code de l'Urbanisme et figurant comme tels aux documents graphiques.
- Les défrichements sont soumis à autorisation dans les espaces boisés non classés conformément à l'article L311.1 du Code de l'Urbanisme, en particulier dans les zones auxquelles s'appliquent les dispositions de l'article 13 bis de la loi du 13 décembre 1913 modifiée sur les monuments historiques.
- Au terme de la loi du 27 septembre 1941, les découvertes de vestiges archéologiques faites fortuitement à l'occasion de travaux quelconques doivent immédiatement être signalées au Maire de la commune, lequel prévient la Direction régionale des affaires culturelles de Rhône-Alpes (Le Grenier d'Abondance – 6 quai Saint Vincent 69283 LYON; Tél : 04.72.00.44.00)  
Le décret n°2002-89 pris pour application de la loi 2001-44 prévoit que : « les opérations d'aménagement, de construction d'ouvrages ou de travaux qui, en raison de leur localisation, de leur nature, ou de leur importance affectent ou sont susceptibles d'affecter des éléments du patrimoine archéologique ne peuvent être entreprises qu'après accomplissement des mesures de détection et le cas échéant de conservation ou de sauvegarde par l'étude scientifique ... » (art.1) Conformément à l'article 5 du même

décret, « ... les autorités compétentes pour autoriser les aménagements, ouvrages ou travaux ... peuvent décider de saisir le préfet de région en se fondant sur les éléments de localisation du patrimoine archéologique dont elles ont confiance ».

- Conformément aux dispositions de l'article L.111.3 nouveau du Code rural et à celles de l'article R.111.2 du Code de l'urbanisme, l'implantation des constructions et locaux occupés par des tiers par rapport aux bâtiments agricoles est soumise à la même exigence d'éloignement que celle imposée auxdits bâtiments agricoles vis-à-vis des constructions des tiers. Toutefois, par dérogation à ces dispositions, une distance d'éloignement inférieure pourra être autorisée pour tenir compte des spécificités locales notamment dans les zones urbaines, après avis de la chambre d'agriculture.
- Les plantations repérées au règlement graphique au titre l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme sont soumises aux dispositions suivantes :
  - Les coupes et les abattages sont autorisés dans les cas suivants :
    - pour assurer la sécurité des biens et des personnes ;
    - pour créer un accès ou améliorer la visibilité aux abords des voies routières départementales ou communales ;
    - pour renouveler les plantations et boisements concernés : dans ce cas, le projet devra constituer le boisement avec la qualité paysagère initiale et présenter une qualité écologique au moins équivalente ;
    - pour l'exploitation de bois de chauffe ou de bois d'oeuvre : dans ce cas, le projet ne pourra consister en une coupe "à blanc" du boisement. Le projet justifiera alors du recours à une coupe sélective permettant une régénération naturelle des boisements.
  - Les défrichements, arrachages et essouchements sont soumis à déclaration de travaux en mairie. Il sera exigé :
    - soit que l'élément recensé soit déplacé
    - soit que l'élément recensé soit reconstitué en recourant à des essences végétales locales dont une liste est annexée au présent règlement.